

FAMILLE, FÉCONDITÉ ET CHOIX ÉCONOMIQUES

Une critique des modèles micro-économiques de fécondité

par

Bernard MARIS (*)

SOMMAIRE

I. La fécondité et l'enfant dans la famille moderne.....	109
1. Famille moderne et famille ancienne.....	109
2. Le modèle familial des théories classiques de la population....	110
3. La fécondité, l'éducation de l'enfant et le travail de la mère.	112
II. La micro-économie de la fécondité.....	113
1. Fécondité et activité maternelle.....	114
2. Qualité des enfants et statut socio-économique du couple.....	115
3. Portée des théories micro-économiques de la fécondité.....	119
III. Équilibre ou déséquilibre entre générations.....	124
1. Fluctuations cycliques de la fécondité.....	124
2. Croissance équilibrée : la famille-lignage.....	125
Conclusion et voies de recherches.....	126
Bibliographie.....	127

(*) Maître-assistant à l'Université de Sciences Sociales de Toulouse.

Jusqu'à une date récente, la famille n'a guère fait l'objet d'analyses ou de théories économiques. Étant isolée de la sphère marchande, elle apparaissait plutôt comme le lieu d'investigation privilégié de l'anthropologue, du sociologue, du psychologue, experts en relations non-matérielles. Dans les années 60 et surtout depuis une décennie, certains auteurs [dont les publications sont fortement concentrées dans deux revues américaines ⁽¹⁾] ont tenté d'appliquer le calcul micro-économique, plus rarement d'autres méthodes, aux décisions de mariage, de fécondité, de divorce, dans le cadre de ce qui s'est rapidement intitulé la nouvelle théorie du consommateur. Cette théorie a au moins le mérite d'exister et de poser le problème d'une économie de la famille. L'objet de cette note est d'analyser et de critiquer les modèles micro-économiques de décisions domestiques.

Dans la première section, on montre que la démo-économie des classiques reposait implicitement sur le modèle familial de l'Ancien Régime. Opposé à ce dernier, le modèle moderne apparaît comme celui d'une famille prévoyante quant au nombre et à l'éducation des enfants. La mère participe à cette éducation et au travail social, mais les préoccupations patrimoniales en matière d'établissement du couple et des enfants, autrefois prépondérantes, sont aujourd'hui absentes : les décisions de fécondité en liaison avec le travail féminin et les dépenses consacrées à l'enfant doivent donc retenir l'attention.

Dans la section II, sont présentées les deux directions de recherche de cette micro-économie : la première relie la fécondité à la *valeur du temps maternel*, la seconde insiste sur les *dépenses consacrées aux enfants*, leur « qualité » dans la terminologie de certains. Confrontées aux faits, les deux approches apparaissent peu satisfaisantes. On peut dès lors les critiquer conceptuellement (rejeter par exemple la substitution qualité-quantité, vraie globalement et séculairement, mais non au niveau du ménage), et plus généralement s'interroger sur la nouvelle économie du consommateur.

La section III évoque enfin les rares modèles micro-économiques qui débouchent sur une présentation globale du système économique.

Si la famille, largement définie, est le lieu de la reproduction naturelle et sociale, elle a partagé cette seconde fonction avec d'autres institutions, étatiques notamment : on peut se demander si la fonction d'éducation, dévolue autrefois à la société par l'apprentissage, puis « reprise » par la famille moderne grâce à l'éducation scolaire qu'elle contrôle, ne revient pas peu ou prou à la première par d'autres canaux, ce qui laisserait augurer de la genèse d'un nouveau modèle familial : c'est la question que nous posons en conclusion.

(1) *Le Journal of Political Economy* publié à Chicago et *l'American Economic Review* publié à Nashville (Ten.).

I. LA FÉCONDITÉ ET L'ENFANT DANS LA FAMILLE MODERNE

En opposant famille ancienne et famille moderne, en montrant les aspects économiques perdus et gagnés par celle-ci, nous tenterons d'expliquer comment la fécondité, l'éducation de l'enfant et le travail de la mère peuvent être abordés dans le cadre d'une économie de la famille.

1. FAMILLE MODERNE ET FAMILLE ANCIENNE

La meilleure manière de dégager les traits de la famille occidentale moderne est de la comparer à la famille pré-industrielle. Les historiens ⁽¹⁾ nous montrent quelles furent les mutations qui transformèrent la famille de l'Ancien Régime, prolifique et ouverte, en une cellule fermée, resserrée autour d'un enfant rare. Les analyses peuvent diverger, mais une révolution des mentalités s'impose : irruption sinon naissance du sentiment maternel, qui conduit la mère à détacher au profit du nourrisson une grande partie de son temps domestique, libre choix du conjoint et genèse d'un couple romantique, lié affectivement et non plus par des considérations de patrimoine ou de production, bouleversement sexuel enfin, par la diffusion de pratiques contraceptives.

La famille s'organise autour de l'enfant. « Elle devient un lieu d'affection nécessaire, entre les époux et entre parents et enfants. Cette affection s'exprime par la chance reconnue à l'éducation » ⁽²⁾ Ce n'est plus l'apprentissage, le contact avec l'extérieur, qui assure l'éducation et la reproduction sociale, mais la mise en quarantaine à l'école contrôlée par l'affection parentale. *Le malthusianisme démographique* accompagne cette révolution sentimentale et scolaire : nul doute que des enfants mieux éduqués et choyés, doivent être peu nombreux. Au cœur de la famille que nous connaissons, se trouvent donc l'enfant, son éducation liée à des choix démographiques, le temps que peut lui consacrer sa mère ; celle-ci a détourné ce temps des fonctions économiques qu'elle exerçait dans la famille ancienne.

La famille ancienne, en effet, est une véritable association économique et patrimoniale, dans une société où l'immense majorité des couples vivent de leur subsistance tirée d'un capital petit ou grand. Paradoxalement, on ne contrôle pas les naissances. Mais la société (non le couple) contrôle les mariages (célibat définitif, phénomène du « cadet » de Gascogne ou du Béarn), la durée de la fécondité en retardant l'âge de l'établissement du couple,

(1) Depuis les travaux de P. ARIÈS [1] et [2], inaugurant le domaine de « l'Histoire des mentalités », de nombreux ouvrages traitent de la genèse de la famille moderne. Cf. notamment J. L. FLANDRIN [21] et E. SHORTER [47].

(2) P. ARIÈS [2], p. 8.

et la transmission des patrimoines [dotation des filles, droit d'aînesse ⁽¹⁾]. Le laisser-mourir des enfants achève de réaliser la régulation d'un système stationnaire.

2. LE MODÈLE FAMILIAL DES THÉORIES CLASSIQUES DE LA POPULATION

Quel modèle familial est implicite dans les théories classiques de la population? La réponse est simple : le modèle ancien.

La « loi de population » suppose la toute puissance des instincts de procréation. La régulation du nombre des salariés se fait par adaptation brutale au fonds de salaires ⁽²⁾, c'est-à-dire au capital circulant, la quantité de blé avancée par les capitalistes aux salariés. L'adaptation à la baisse du fonds se fait par un accroissement de la mortalité infantile. Inversement, la hausse encourage les mariages et la procréation. Tout se passe comme si l'adaptation était non seulement mécanique, mais instantanée : il s'agit, en fait, chez Ricardo en particulier, de la comparaison d'équilibres de long terme. Aucun délai de réaction n'est pris en compte, pour la réaction de la mortalité, et surtout de la fécondité, aux variations du fonds. Certes, Malthus parle de « pratiques vicieuses », mais on peut douter que ce terme recouvre pour l'auteur de l'Essai sur le Principe de Population des méthodes contraceptives *stricto sensu*, lesquelles ne sont encore que l'apanage des classes aisées en Angleterre et commencent seulement à toucher le reste de la population Outre-Manche ⁽³⁾. Il s'agit essentiellement de l'avortement, de l'infanticide et de l'abandon d'enfants. Néanmoins, une manière de prévenir les naissances est d'allonger la durée du célibat, solution inconvenante pour un ministre du culte qui lui oppose la chasteté dans le mariage. Le contrôle des naissances *hors du mariage* par le célibat et l'âge au mariage est caractéristique de la démographie de l'ancien régime. Des modèles récents de fécondité ⁽⁴⁾ consi-

(1) Le droit d'aînesse est la négation même du contrôle des naissances, puisqu'il maintient l'intégrité du patrimoine quelle que soit la taille de la famille. *A contrario*, les lois révolutionnaires sur l'héritage, bouleversant le système de la reproduction, notamment dans la France méridionale, « obligèrent les couples à limiter leur descendance de manière draconienne ». J. L. FLANDRIN. *Op. cit.*, p. 229 [21].

(2) En vertu de la « loi d'airain », c'est-à-dire l'égalité : Population $\times$ minimum vital = fonds de salaire. Le triangle fonds de salaire, minimum vital, loi naturelle de population, appartient depuis A. SMITH à toute l'économie classique. *cf.* M. BLAUG [11], p. 46; également M. SEMPÉ [46], p. 35 et suivantes.

(3) Le malthusianisme démographique est inauguré par les Français au milieu du XVIII^e siècle. Malthus, dans la deuxième édition de l'Essai (1802), consacre un chapitre à la population française, où rien n'est dit sur les « funestes secrets », *cf.* [35] chap. 6. Au contraire, il fustige le divorce récemment autorisé, et y voit une source de « polygamie et d'accroissement de la population » (p. 54).

(4) S. H. COCHRANE [15].

dérant les enfants comme produits joints de l'activité sexuelle et déterminant la taille optimale des familles par le jeu de l'âge au mariage, sont d'application parfaite à ce type de démographie. Ils peuvent déboucher sur des fluctuations cycliques de la natalité ⁽¹⁾, à la manière de la théorie d'Easterlin que nous évoquerons dans la Section III.

On ne peut parler de loi de population, au moins de loi *naturelle* de population, chez Karl Marx. On connaît sa sympathie pour celui qu'il considère comme un plagiaire ⁽²⁾. « *Une loi de population abstraite et immuable*, dit-il, *n'existe que pour la plante et l'animal, et encore seulement tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme* » ⁽³⁾. Néanmoins, la description du procès d'accumulation fait toujours appel aux notions de minimum de subsistance et de capital circulant. Mais le parallèle ressources-accroissement naturel est abandonné. *Primo*, ce n'est pas l'accroissement naturel de la population qui fournit exclusivement l'accroissement de la force de travail, il faut tenir compte de la prolétarianisation de secteurs archaïques (paysans, artisans); *secundo*, le procès d'accumulation est décrit en dynamique pure, d'où les concepts de surpopulation relative et d'armée de réserve, et les rétroactions complexes entre masse de salaires, emplois, plus-value, composition organique du capital. Pour cette dernière raison, nous pensons qu'il est vain de vouloir réconcilier Malthus et Marx comme de les opposer féroceement ⁽⁴⁾. Néanmoins le salaire influe sur la population ⁽⁵⁾, non plus immédiatement comme chez les classiques, mais toujours sans passer par le contrôle de la fécondité, par le biais de la mortalité liée aux conditions de vie. « *La bourgeoisie a arraché aux relations familiales leur voile de touchante sentimentalité, elle les a réduites à un simple rapport d'argent* » nous disent également les auteurs du Manifeste ⁽⁶⁾. C'est exactement le contraire qui s'est produit. Elle a permis la diffusion, pendant la transition démographique, de nouvelles relations familiales et l'émergence d'un nouveau modèle.

(1) Une illustration de ces fluctuations peut être trouvée dans *Les paysans de Languedoc*, de E. LE ROY LADURIE [31].

(2) Cf. [38], tome I, p. 999.

(3) *Loc. cit.*, p. 1146. C'est dans le chapitre XXV de la 7^e section du Capital « la loi générale de l'accumulation capitaliste », que se trouve la conception marxiste du mouvement de la force de travail.

(4) E. H. DALY [16] pour la conciliation, et L. BEHAR [6] pour l'opposition.

(5) L. BEHAR, *loc. cit.*, p. 18.

(6) Manifeste in [38], p. 164. Plus loin, p. 179 : « Enfants transformés en articles de commerce », etc. Il y aurait beaucoup à dire sur le travail des enfants, source de revenu pour les parents, probablement facilité par des survivances de l'ancien modèle familial. Incontestablement la relation enfants-parents s'est, au bout du compte, affectivement enrichie; de même la relation des conjoints. Le travail salarié fut aussi la source d'une vaste émancipation féminine et de « la première révolution sexuelle » (E. SHORTER), celle de la contraception. Ceci dit, loin de nous la prétention de faire méconnaître par les auteurs du Manifeste la nécessité, sinon le rôle, bénéfique de la phase du salariat.

3. LA FÉCONDITÉ, L'ÉDUCATION DE L'ENFANT ET LE TRAVAIL DE LA MÈRE

Essayons maintenant de dégager les traits de la famille moderne et de préciser le domaine d'une « économie de la famille ».

3.1. La famille étant organisée autour de l'enfant, le choix du nombre d'enfants, leur maternage, la direction de leur éducation, sont parmi ses fonctions essentielles. Elle reproduit un capital humain, reproduction qui était dévolue à l'ancienne société par l'apprentissage. Celui-ci exigeait l'immixtion des enfants dans le corps social, autrement dit une famille ouverte, alors que l'éducation par l'école autorise une famille repliée sur elle-même.

3.2. La famille a perdu son fondement patrimonial. Le choix du conjoint est libre et le mariage ne correspond plus à un établissement. Certes, cela n'exclut pas une très forte endogamie, peut-être aussi forte qu'autrefois, mais les questions patrimoniales ne sont plus à l'origine du mariage. Le patrimoine n'est plus l'origine ni la fin de la vie familiale. Ceci n'exclut pas, non plus, une forte disparité des richesses et le maintien de celles-ci dans le temps. Mais le patrimoine n'est plus la condition de la vie économique des familles. Il est d'ailleurs, par suite de l'allongement de l'espérance de vie, reçu en fin de vie active. Pour ces raisons, si la fécondité et l'éducation des enfants apparaissent comme les problèmes économiques caractéristiques de la famille, le calcul économique appliqué au choix du conjoint comme aux décisions de séparation présente beaucoup moins d'intérêt ⁽¹⁾. Reconnaissons que, si le mariage n'est pas une conséquence de la société, mais « *l'état de société lui-même* » ⁽²⁾, il n'y a pas de véritable choix entre célibat et mariage. De même, les problèmes d'héritage, importants, ne nous paraissent pas devoir être dominants dans une économie de la famille, sauf pour des groupes sociaux particuliers (grands bourgeois, paysans, artisans) ⁽³⁾.

3.3. L'éducation de l'enfant exige du temps, et particulièrement du temps maternel. Certes, la famille économise du temps par sa mécanisation, l'accroissement de son parc ménager, mais ce temps détourné d'activités domestiques traditionnelles est réutilisé socialement, par le travail féminin notamment. Cette pression de la société sur la famille, qui exige d'elle une productivité de plus en plus grande, traduit un conflit entre la tâche moderne qui lui est dévolue d'éduquer les enfants, et l'exigence d'une participation accrue de ses membres au travail social. Concrètement, ce conflit se résout dans l'allocation du temps féminin entre travail domestique et travail social.

(1) La théorie économique du mariage ne paraît pas déboucher sur des résultats très probants, cf. D. STRAUSS KAHN [49], p. 175 et suivantes.

(2) C. LEVI-STRAUSS, cité par A. MICHEL [40], p. 52.

(3) Loin de nous l'idée de nier l'importance des problèmes d'épargne et d'accumulation matérielle, probablement au cœur d'une théorie de la consommation, mais qui ne nous paraissent pas constituer la clé d'une économie de la famille *stricto sensu*.

Avec les questions de la fécondité, de l'éducation des enfants, de l'allocation du temps maternel, nous sommes au cœur de la micro-économie de la fécondité.

II. LA MICRO-ÉCONOMIE DE LA FÉCONDITÉ

« *Les parents égalisent des satisfactions et sacrifices marginaux pour déterminer le nombre d'enfants* » ⁽¹⁾. On peut considérer les enfants comme des biens durables ⁽²⁾, engendrant un flux de coûts et un flux d'utilités. Cette analyse coûts-bénéfices peut être formulée de façon simple ou assez lourde, selon que l'on propose une présentation traditionnelle ou moderne ⁽³⁾. Concrètement, les modèles aboutissent à une relation niveau de revenu-nombre d'enfants. Deux approches peuvent être mises en relief : la première concerne l'activité de la mère, le partage de son temps entre foyer et travail, sa production plus ou moins efficace de services domestiques. La seconde insiste sur les dépenses consacrées aux enfants (la « qualité » des enfants dans la terminologie de G. S. BECKER). Elles sont naturellement très proches : on peut considérer, par exemple, qu'une bonne part des dépenses consacrées aux jeunes enfants est du temps maternel détourné de la sphère marchande. Mais cette distinction a le mérite de mettre en relief les deux caractéristiques économiques de la famille moderne dégagées dans la première section : le travail féminin et l'éducation des enfants.

Quoique les enfants ne soient pas des biens inférieurs ⁽⁴⁾, il n'existe pas de relation positive entre revenu et fécondité. En effet, dans une société à un instant donné, lorsque le revenu des parents augmente, le coût des enfants augmente, et cette hausse conduit les premiers à substituer des biens aux seconds. On peut dire également que la qualité des enfants, ou que le désir pour les biens, augmentent en fonction des transformations, avec l'ascension dans la hiérarchie sociale, du système de préférences des parents ⁽⁵⁾. La relation revenu-fécondité n'est pas non plus négative. Les auteurs informés de l'analyse démographique par catégorie socio-professionnelle, aboutissent à la traditionnelle courbe en U, où l'on constate une fécondité forte chez les pauvres et les riches, faible pour les classes moyennes.

(1) T. W. SCHULTZ [45], p. 3.

(2) G. S. BECKER [3].

(3) Pour une revue de la micro-économie de la fécondité, voir R. A. EASTERLIN [18]; H. LEIBENSTEIN [27]; S. H. COCHRANE [15]. Pour une présentation de la micro-économie moderne, cf. D. STRAUSS-KAHN [49].

(4) H. LEIBENSTEIN et G. S. BECKER, *Op. cit.* Les enfants ne sont pas des biens inférieurs, « à l'évidence ». Ils sont similaires aux automobiles, nous dit G. S. BECKER (cf. *infra*).

(5) Respectivement G. S. BECKER et R. A. EASTERLIN, *Op. cit.*

1. FÉCONDITÉ ET ACTIVITÉ MATERNELLE ⁽¹⁾

Les théories de l'allocation du temps constituent le cadre de référence approprié pour étudier l'activité de la mère en relation avec le nombre de ses enfants ⁽²⁾. Le ménage utilise du temps dans ses activités domestiques. Lorsque la valeur du temps augmente, le ménage substitue des activités peu intensives en temps à celles plus intensives. En particulier la mère, qui s'occupe essentiellement des enfants dans leur petite enfance, détourne à leur détriment du temps qu'elle peut offrir sur le marché du travail. Comment se résoud ce conflit activité maternelle-fécondité selon le niveau de revenu de la mère, ou son éducation, ou encore le groupe socio-culturel auquel elle appartient, les trois étant largement liés?

En supposant qu'une unité de temps est librement transférable de la sphère domestique à la sphère marchande, la valeur du temps maternel est égale, si elle travaille, à son salaire, *si elle ne travaille pas* est supérieure à son salaire potentiel. Plus l'on s'élève dans la hiérarchie sociale, plus la mère sera éduquée, et plus son salaire réel ou potentiel sera fort, et dès lors la valeur de son temps élevée : elle sera d'autant plus tentée de substituer à des activités très intensives en temps (l'éducation des enfants) d'autres activités. On peut ajouter que l'offre de travail est une fonction d'offre normale du salaire, c'est-à-dire croissante lorsque croît le niveau socio-culturel. On aboutit à une relation inverse revenu-fécondité.

Comment expliquer la courbe en U? Il est nécessaire de faire intervenir un effet revenu contrariant l'effet substitution décrit : mais il faut admettre qu'un seuil se manifeste, à partir duquel le raisonnement précédent n'est plus valable, ce qui n'est pas sans créer quelques difficultés ⁽³⁾. La première explication que l'on peut donner fait intervenir le temps du mari ⁽⁴⁾. L'éducation des enfants est typiquement une activité peu intensive en temps paternel. Lorsque le revenu du couple augmente (les niveaux des revenus des époux étant liés du fait de l'endogamie matrimoniale), le père a tendance à s'occuper de plus en plus des enfants. A la limite, l'effet substitution paternel l'emporte sur l'effet maternel, d'où le relèvement de la fécondité pour les revenus

(1) Ce paragraphe reprend : B. MARIS [37].

(2) R. GRONAU [23] et [24]; R. J. WILLIS [51]; R. MICHAEL [39]; Y. BEN PORATH [8].

(3) Au dire de T. W. SCHULTZ [45], la relation en U est très mystérieuse et encore largement inexpliquée, opinion partagée par Y. BEN PORATH [8] qui au terme d'une remarquable analyse ne paraît pas entièrement convaincu par ses propres propositions, et critique fortement l'analyse de R. J. WILLIS [51] lorsqu'il prétend la tester sur la courbe en U. Les commentateurs appelés à critiquer les théories micro-économiques de la fertilité du supplément du J.P.E. (mars-avril 1973/Part II), émettent de larges doutes sur les « vérifications » empiriques des théories.

(4) R. T. MICHAEL, *Op. cit.*, p. 135.

les plus élevés. Deuxième explication : la productivité domestique de la mère augmente avec son éducation, contrariant l'effet substitution défavorable à l'élevage des enfants ⁽¹⁾.

Troisième explication, qui nous paraît de très loin la plus intéressante ⁽²⁾ : la hausse de la valeur du temps, liée à la hausse du salaire maternel réduit le prix relatif des services domestiques extérieurs (aides-ménagères, jeunes filles au pair...). A partir d'un seuil de revenu, la substitution d'aide extérieure au temps maternel permet un accroissement de la fécondité. C'est bien ce que l'on constate dans la réalité : au fur et à mesure que l'on grimpe dans la hiérarchie, les parents font de plus en plus appel à des étrangers pour la garde des enfants, alors que les plus défavorisés utilisent les services de leurs propres parents ⁽³⁾. Remarquons que dans la mesure où les services extérieurs sont parfaitement substituables au temps maternel, le prix du temps consacré aux enfants est le prix de ces services et non le salaire de la mère ⁽⁴⁾.

2. QUALITÉ DES ENFANTS ET STATUT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU COUPLE

Les travaux de Becker ⁽⁵⁾ introduisent d'une manière plus générale la qualité des enfants produits par le couple. Des enfants de qualité différente signifient des parts de budget qui leur sont consacrées différentes selon les milieux sociaux. Leur nombre est, *a priori*, lié aux dépenses qu'entend engager un couple à leur profit. Mais Becker va plus loin, et de ce qui n'est qu'une contrainte budgétaire, déduit une possibilité de choix entre le nombre et la qualité des enfants. Quoique les historiens nous aient familiarisés avec une réduction tendancielle de la taille de la famille, corrélative de soins et de dépenses plus intensifs, nous ne pensons pas qu'il faille assimiler à cette diminution de très longue période un choix instantané du ménage.

2.1. Le modèle de Becker

« La théorie de la demande des biens de consommation durables est un outil puissant dans l'analyse de la demande des enfants... Pour la plupart des biens de consommation durables, comme les voitures, les maisons ou les réfrigérateurs,

(1) R. GRONAU [23], p. 173 et suivantes, p. 194 et suivantes; Y. BEN PORATH, *Op. cit.*, p. 230. La fonction de production de services domestiques est analysée de façon particulièrement fouillée par ces auteurs, qui utilisent les concepts classiques d'élasticité de substitution, progrès technique neutre, biaisés, rendement d'échelles, etc. Les conclusions sont limitées.

(2) Analysée par D. STRAUSS-KAHN, *Op. cit.*, p. 164 et suivantes.

(3) A. MONNIER [41].

(4) R. A. EASTERLIN, *Op. cit.*, p. 133.

(5) G. S. BECKER, *Op. cit.* Voir également G. S. BECKER et H. LEWIS [4]; G. S. BECKER et N. TOMES [5].

les familles achètent plus d'unités, et plus d'unités de meilleure qualité pour de hauts niveaux de revenu, avec une élasticité-revenu-quantité généralement faible eu égard à l'élasticité-qualité » ⁽¹⁾. Un accroissement du revenu accroît le nombre des enfants désirés, moins fortement néanmoins que la qualité désirée. A quelle relation revenu-fécondité aboutit-on?

Dans son étude de 1960, Becker expliquait la relation observée négative entre revenu et fécondité par une mésinformation des catégories défavorisées en matière de contraception. Quoique la relation revenu-fécondité soit positive, les riches pratiquent mieux la contraception. L'argument n'était pas trop convaincant, et dans les articles ultérieurs, Becker raisonne en termes de substitution qualité-quantité.

La supériorité de l'élasticité revenu-qualité sur l'élasticité-quantité explique le fait que, bien que le nombre théoriquement désiré d'enfants augmente avec le revenu, on observe pratiquement une relation inverse. En termes du modèle ⁽²⁾, le ménage maximise la fonction :

$$(1) \quad U = U(n, q, y),$$

où n est le nombre d'enfants; q leur qualité identique pour chacun; y un indice des autres biens. Si I est le revenu totalement dépensé, Π le prix de nq , Π_y le prix de y , la contrainte budgétaire s'écrit :

$$(2) \quad I = nq \Pi + y \Pi_y.$$

Les conditions de premier ordre de maximisation de (1) sous contrainte de (2) donnent :

$$(3) \quad MU_n = \lambda q \Pi = \lambda p_n; \quad MU_q = \lambda n \Pi = \lambda p_q; \quad MU_y = \lambda \Pi_y = \lambda p_y,$$

MU est l'utilité marginale d'un bien et p son prix implicite, c'est-à-dire le coût de la consommation d'une unité supplémentaire de ce bien, λ un multiplicateur de Lagrange.

On remarque que le prix dual des enfants eu égard à leur nombre (le coût d'un enfant supplémentaire à qualité constante) est d'autant plus fort que la qualité est grande; de même, le prix de la qualité des enfants est proportionnel à leur nombre. Autrement dit, une amélioration de la qualité coûte d'autant plus que le nombre d'enfants est important, parce qu'elle s'applique à plus d'unités; un accroissement dans le nombre est d'autant plus coûteux que les enfants sont de plus grande qualité.

Que se passe-t-il si l'on veut observer statistiquement l'élasticité revenu de la quantité ou qualité des enfants? Une hausse du revenu monétaire observé I , à prix observés (les Π) constants, augmente les quantités désirées de tous les biens, mais ne laisse pas inchangés les prix duaux. Ceci explique

(1) G. S. BECKER, *loc. cit.*, p. 212.

(2) G. S. BECKER et G. LEWIS, *Op. cit.*, repris dans G. S. BECKER et N. TOMES, *Op. cit.*

que l'élasticité *théorique* de la quantité d'enfants par rapport au revenu, soit plus forte que l'élasticité *observée* : lorsqu'on tente de tester l'élasticité-quantité par rapport au revenu, on suppose que l'indice des prix des biens ou services consacrés aux enfants, Π , est constant. Mais on ne suppose pas que la qualité des enfants q , est constante. Comme celle-ci augmente avec le revenu, le prix dual $\Pi q = p_n$ augmente. Dès lors, l'élasticité observée sera plus faible que l'élasticité théorique, celle qui aurait été obtenue si Π et q , c'est-à-dire p_n , avaient été maintenus constants. La même analyse vaut pour l'élasticité-qualité.

Maintenant, si l'on suppose en outre que l'élasticité-qualité théorique est substantiellement plus forte que l'élasticité-quantité théorique, alors l'élasticité-quantité observée peut être négative, même si l'élasticité-quantité revenu théorique est positive. Voilà donc expliquée la relation inverse revenu-fécondité. Cette liaison inverse peut n'exister que pour les plus faibles niveaux de revenu : au fur et à mesure que le revenu augmente, l'élasticité théorique augmente, et l'élasticité observée, bien que restant inférieure à l'élasticité théorique, devient positive. Voilà expliquée la courbe en U de la fécondité. Mais l'analyse n'est pas convaincante. Rien ne dit en effet qu'avec la hausse du revenu l'élasticité-qualité ne deviendra pas de plus en plus forte vis-à-vis de l'élasticité-quantité, et que la substitution ne s'opérera pas toujours au détriment du nombre. Becker et Lewis avancent alors comme « hypothèse plausible » ⁽¹⁾, que l'élasticité-qualité baisse relativement avec la hausse du revenu : plus les parents sont proches du sommet de l'échelle sociale, moins ils sont désireux d'améliorer la qualité des enfants ⁽²⁾.

2.2. La substitution qualité-quantité et le statut socio-économique du couple

2.2.1. La qualité des enfants

Une querelle a opposé, à propos de la signification de ce terme, Becker et Easterlin, à Leibenstein, Duesenberry et Okun ⁽³⁾. En gros, si l'on considère le terme Πnq , où Π est le prix des biens, Leibenstein dit que la hausse séculaire du revenu augmente le terme Πq ; il parle de coût des enfants, de dépenses par enfant, et ce globalement, sans distinguer la qualité de la quantité en termes de choix des parents. Becker par contre, considère que Π est constant, et que q augmente. Si nous insistons sur cette discussion,

(1) *Loc. cit.*, p. 283.

(2) Autre exemple de raisonnement contestable : BECKER et TOMES « démontrent » que l'élasticité-qualité est supérieure à l'élasticité-quantité. Supposons que la qualité totale des enfants soit celle due aux parents (q) plus celle due à l'environnement (e) (la chance, l'inné...), soit : $w = q + e$; si e est constant, on a $dw = dq$ et $dq/q > dw/w$. Maintenant, si on suppose que l'élasticité-qualité totale est égale à l'élasticité-quantité, on en déduit que l'élasticité-qualité des parents est supérieure à leur élasticité-quantité.

(3) G. S. BECKER et R. A. EASTERLIN, *Op. cit.*, DUESENBERY et OKUN, *Comment on G. S. BECKER* [3]. H. LEIBENSTEIN est cité par les précédents.

qui au bout du compte peut ne pas paraître indispensable, c'est que la stabilité des prix est bien entendu le fondement du modèle de choix de Becker : les prix sont des données, comme dans tout modèle micro-économique et les choix s'opèrent entre qualité et quantité. Or la substitution qualité-quantité nous paraît inadmissible. Elle signifie en clair que le consommateur peut classer ses biens de sorte qu'il lui soit indifférent de posséder trois enfants de basse qualité ou un seul particulièrement brillant. La transitivité des choix est significative pour des entités de même nature, des biens consommables par exemple, ou des amis, non pour des entités de nature différente, comme la « qualité » et la « quantité ».

2.2.2. *Le statut socio-économique*

Certains auteurs, Duesenberry et Leibenstein, notamment, ont fait une seconde critique qui nous paraît tout aussi recevable. En admettant qu'il existe une possibilité théorique de choix quant à la qualité des enfants, les limites pratiques de celui-ci sont très étroites. Le statut socio-économique du couple ⁽¹⁾ définit rigidement les dépenses d'éducation ou autres consacrées aux enfants. Le standard de vie des enfants est mécaniquement lié à celui des parents. On peut dès lors choisir d'expliquer les variations de la fécondité en termes de revenu relatif ⁽²⁾. Ce n'est pas le revenu absolu qui détermine la taille des familles, mais celui des pairs du « groupe » auquel on appartient. Un couple ayant un revenu supérieur à la moyenne de son groupe, peut avoir plus d'enfants qu'un couple ayant un revenu inférieur. Ce raisonnement simple peut expliquer la *relation séculaire négative* entre revenu et taille des familles, aussi bien que des *relations cycliques positives*. En effet, à court terme, une hausse du revenu n'implique pas une hausse des coûts des enfants, parce que ni les groupes de référence, ni les normes du groupe ne se modifient radicalement. A plus long terme, les coûts et les normes d'élevage des enfants changent de concert ⁽³⁾.

On peut substituer au raisonnement revenu relatif, un raisonnement absolument analogue en termes de minimum vital social.

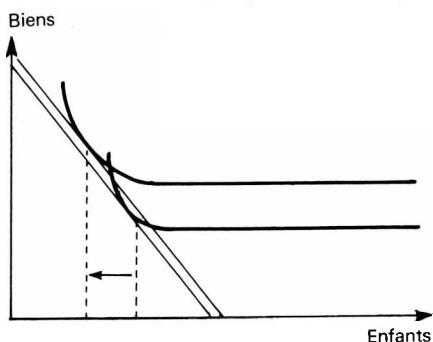
Dans un système de courbes d'indifférences, montrant la substituabilité des biens et des enfants, le minimum vital incompressible, sociologique plus que biologique, est représenté par une parallèle à l'axe des abscisses (*fig. 1*).

(1) Il est clair que les économistes sont peu à l'aise avec cette notion, comme avec celle de minimum vital social d'ailleurs. H. LEIBENSTEIN la définit par « les signes de richesse, la fonction, la maison, l'éducation, le pouvoir politique ou militaire, les titres hiérarchiques ou autres » (nous soulignons). Peut-on être plus imprécis? Cf. *The Economic Theory of Fertility Decline* [28], p. 5.

(2) D. FREEDMAN [22]; E. M. BERNHARDT [9].

(3) S. H. COCHRANE, *Op. cit.*, p. 383, note 41. Également R. A. EASTERLIN, qui soutient que la fécondité suit le cycle des affaires (*cf. infra*).

FIGURE 1



la plus défavorisée. Sur la figure, est représenté le revenu d'un couple qui se situe à un seuil : une hausse marginale du revenu le conduirait à adopter un standard de vie supérieur pour lui et ses enfants, et à réduire sa fertilité. Dans ce cas, les goûts varient, les prix restent constants. En raisonnant seulement sur des variations de coût, on aurait fait pivoter la droite de budget en considérant des courbes insécantes pour aboutir à un résultat similaire. Toute la micro-économie de la fécondité est résumée dans ce schéma.

3. PORTÉE DES THÉORIES MICRO-ÉCONOMIQUES DE LA FÉCONDITÉ

Laissant à part des raisonnements trop généraux comme ceux que nous venons de proposer, et qui constituent plus un cadre conceptuel qu'une théorie susceptible d'être confrontée aux faits, la critique des modèles micro-économiques doit rechercher si la valeur du temps maternel explique la relation observée entre activité féminine et fécondité; si, plus généralement, les variations de fécondité peuvent être liées au revenu à travers une variation des dépenses consacrées aux enfants (leur « qualité »). On peut présenter cette critique en utilisant des séries longitudinales, mais les auteurs (sauf Easterlin) ont cherché à expliquer des données transversales, par catégorie socio-professionnelle ou niveau d'éducation de la mère par exemple. Qu'il s'agisse de l'activité féminine ou de la qualité des enfants, les conclusions des théories apparaissent assez peu satisfaisantes, ce qui conduit à poser la question de la valeur de la moderne théorie économique en tant que théorie de la famille.

3.1. L'activité féminine

La relation activité féminine-fécondité est loin d'être claire. Si l'on considère cette relation dans le temps, il est incontestable que les femmes mariées sont de plus en plus actives ⁽¹⁾. Globalement, les actives sont devenues plus

(1) A. LERY et J. C. DEVILLE [32].

fécondes dans la période du boom qui a suivi le deuxième conflit mondial. Ce sont d'ailleurs les femmes les plus éduquées, et ce, en contradiction parfaite avec les théories du temps, qui ont eu le comportement le plus nataliste ⁽¹⁾. Néanmoins, dans cette période, le régime démographique des actives se distingue (leur fécondité devient inférieure) de celui des inactives, alors que les deux étaient identiques avant guerre. On peut expliquer ce changement par la généralisation du travail salarié féminin *loin du domicile* ⁽²⁾ (on retrouve les théories du temps), ce qui contient certainement une part de vérité si l'on observe la fécondité des femmes d'agriculteurs, pour lesquelles il n'existe pas de pertes de temps dans les trajets : elles sont les seules à combiner forte activité et forte fécondité ⁽³⁾.

Que devient la relation activité féminine-fécondité dans une analyse transversale et non plus longitudinale? Comparons l'activité et la fécondité des femmes d'ouvriers et de cadres supérieurs ou professions libérales, approximativement donc les épouses situées aux extrêmes de la hiérarchie, lorsqu'elles ont entre 35 et 39 ans, c'est-à-dire une fois réalisé leur descendance finale.

Nombre moyen d'enfants et taux d'activité de femmes de 35 à 39 ans					
CSP du mari	Actives	Inactives	Écart	Ensemble	Taux d'activité
Cadres supérieurs et professions libérales.....	1,75	2,54	0,79	2,31	29,6
Ouvriers.....	1,45	2,43	1,35	2,38	28,7

Source : Données sociales I.N.S.E.E., 1978, tableau VII, p. 348.

Les deux catégories ont une activité et une fécondité similaire. Cette identité n'est pas justifiable si l'on invoque seulement la valeur du temps. Dans le même sens, si les mères plus éduquées devaient être moins fécondes parce que la valeur du temps qu'elles consacrent à leurs enfants est plus forte, a contrario elles devaient abandonner plus fréquemment, à la suite de la venue d'un enfant, leur travail que les autres. Or, l'on constate que les mères défavorisées sont plus sensibles à la venue d'un enfant que les mères favorisées (les écarts de fécondité sont supérieurs pour les femmes d'ouvriers). Il faut donc invoquer la substitution de services extérieurs aux services maternels.

Mais considérons plus précisément la relation fécondité-éducation. L'une des rares études qui permette d'éliminer l'incidence du revenu du mari sur la fécondité

(1) J. C. DEVILLE [17], p. 56.

(2) A. LERY et J. C. DEVILLE, *loc. cit.*

(3) Néanmoins dans son rapport au Conseil Économique et Social, E. SULLEROT [50], p. 89, utilisant les travaux de l'I.N.S.E.E., constate que la relation générale activité-faible fécondité, inactivité-forte fécondité, disparaît à l'examen des disparités régionales d'activité et de fécondité.

du couple, est celle de G. Calot et J. C. Deville ⁽¹⁾, puisqu'elle associe des descendance finales à des niveaux d'éducation des épouses, lorsque les maris appartiennent à une même CSP. Pour les femmes d'ouvriers et d'agriculteurs, la fécondité décroît fortement en fonction du niveau d'éducation de la mère; pour les cadres moyens, la relation est croissante; pour les autres (cadres supérieurs, patrons...), on observe une courbe en U. Dans la mesure où le salaire est fonction de l'éducation et définit à l'équilibre la valeur du temps, le moins que l'on puisse dire est que la liaison valeur du temps de la mère et fécondité est peu claire. Un dernier exemple, montrant l'imperfection actuelle des théories du temps : chez les épouses de cadres supérieurs, mères de trois enfants, classées par tranches d'âge ⁽²⁾, l'activité ne bouge pratiquement pas *quel que soit l'âge du plus jeune* jusqu'à 35-39 ans, ce qui est singulier dans la mesure où l'on admet — les auteurs insistent à loisir sur ce point — que ce sont les enfants en bas âge qui exigent du temps maternel; qui plus est, à partir du groupe d'âge 35-39 ans, l'activité des mères d'enfants de 0 à 3 ans est supérieure à celle des mères de 7 à 16... Gageons que l'activité féminine n'obéit pas seulement à des critères économiques, contraintes de temps ou de revenu.

3.2. La convergence

Comment analyser l'impact de la « qualité » des enfants sur la fécondité? Il faudrait comparer des séries temporelles ou synchroniques de budgets, ce que nous ne tenterons pas ici. Contentons-nous de remarquer que la « qualité » essentielle des enfants est l'éducation, qu'elle est largement gratuite, plus longue et donc plus largement profitable pour les plus favorisés, en termes de redistribution des dépenses publiques ⁽³⁾ et en termes de revenus futurs pour les bénéficiaires. Elle ne constitue en rien un frein à la fécondité des plus riches.

Il existe une autre manière, fondamentale, de critiquer la relation *synchronique* fécondité-revenu à travers la notion de qualité des enfants : elle consiste à mettre en relief le phénomène démographique de la convergence, typique de la démographie d'après guerre. La convergence s'exprime dans une atténuation des disparités de fécondité au sein des pays occidentaux (par exemple, l'alignement de la fécondité européenne entre Est et Ouest, ou entre Europe de l'Ouest et Amérique du Nord) et au sein des Nations, *par une réduction de la dispersion de la taille des familles autour du chiffre deux* ⁽⁴⁾. En clair, les couples, indépendamment de variables économiques ou financières, adoptent de plus en plus le modèle stationnaire de deux enfants. Ceci signifie aussi bien qu'il y a moins de couples sans enfant ⁽⁵⁾ que de familles de 3 ou 4 enfants ou plus.

(1) [13], tableau II, p. 7.

(2) A. LERY et J. C. DEVILLE, *loc. cit.*, graphique VII, p. 346.

(3) G. HATCHUEL [25].

(4) Cf. par exemple, M. LEVY [33].

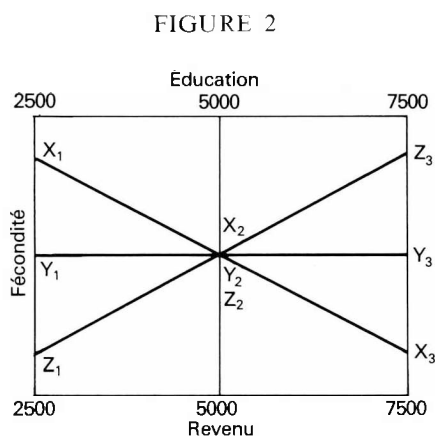
(5) Les couples sans enfant correspondent, en gros, à la stérilité naturelle de toute population.

Or, rien n'indique que la hiérarchie sociale, celle des revenus et des fortunes par exemple, se soit notablement modifiée jusqu'à ces dernières années.

La baisse récente de la fécondité dans les pays occidentaux ne signifie donc pas un refus de l'enfant, au contraire, pourrions nous nous risquer à dire. La paternité est la règle, c'est « l'état de société lui-même », comme le mariage. Le droit et le désir d'avoir des enfants appartient à chacun indépendamment de capacités financières, physiques et mentales, dit J. Blake ⁽¹⁾. La convergence tient singulièrement en échec les explications économiques de la fécondité.

Ce phénomène a fait l'objet d'une tentative d'analyse intéressante par J. L. Simon ⁽²⁾. Supposons que la fécondité décroisse en fonction de l'éducation parce que les femmes plus éduquées sont mieux informées des techniques contraceptives ou toujours pour des raisons tenant à la valeur du temps, *qu'elle croisse en fonction du revenu* et que revenu et éducation soient fortement corrélés. Conséquence : la hausse du revenu réduit la propension à s'arrêter au chiffre 0 ou 1, mais réduit celle à aller jusqu'au chiffre 3 ou 4. Sur la figure 2, considérons trois niveaux d'éducation-revenu, 2 500, 5 000, 7 000. La fécondité décroît linéairement en fonction de l'éducation, croît linéairement en fonction du revenu.

Trois familles sont représentées sur la verticale 2 500. Celle dont la fécondité est X_1 subit essentiellement l'influence du revenu (forte fécondité), celle dont la fécondité est Z_1 subit l'influence de l'éducation (basse fécondité), enfin la troisième est également influencée par l'éducation et le revenu. Dans ce modèle linéaire ultra simplifié, les trois familles se retrouvent aux points communs X_2 , Y_2 , Z_2 lorsque revenus et éducation passent à 5 000, aux points X_3 , Y_3 , Z_3 lorsque revenus et éducation passent à 7 500. Dans le



segment 2 500-5 000, on a une explication de la convergence : le nombre des couples à faible et forte fécondité diminue autour de la même moyenne. Testé par son auteur, ce modèle purement *statistique* tient ce qu'il promet. Quoique ingénieux, nous pensons qu'il repose sur une faiblesse logique. Rien ne justifie *qu'au départ*, les couples devant être influencés par l'éducation se situent en haut de la hiérarchie, puisque leur éducation est la même que celle

(1) J. BLAKE [10].

(2) J. L. SIMON [48].

des autres. En fait, il n'y a pas de modèle, et reconnaissons que J. L. Simon n'a pas prétendu proposer une théorie, réagissant ainsi contre les modèles micro qu'elle juge impropres à expliquer la fécondité ⁽¹⁾. Ces critiques conduisent à s'interroger sur la nouvelle théorie du consommateur, cadre dominant de la micro-économie de la fécondité.

3.3. Analyse de la famille et nouvelle théorie du consommateur

A propos des théories micro-économiques de la fertilité, le Professeur Samuelson parle de *bavardages stériles d'économistes qui ont tenté de décrire les décisions de fécondité dans le jargon des courbes d'indifférences, essayant par là d'intimider des non-économistes qui n'ont pas gaspillé leur jeunesse dans les dédales de la moderne théorie de l'utilité* ⁽²⁾; le Professeur Leibenstein parle joliment de « Pop-Théories ». Nous pensons néanmoins que les théories du temps peuvent préparer des études empiriques de budget-temps maternels encore trop rares ⁽³⁾, comme la notion de qualité, l'analyse de séries temporelles ou synchroniques de dépenses consacrées aux enfants. Néanmoins, le principe des théories du temps est élémentaire, malgré la complexité à laquelle peuvent atteindre certains modèles, lesquels relèvent alors du « tatonnement » hautement formalisé.

Jusqu'ici, nous n'avons pas fait référence à des présentations traditionnelles ou modernes de l'équilibre du consommateur. Nous ne pensons pas qu'il y ait une différence logique non plus qu'un progrès sur la première de la seconde ⁽⁴⁾, laquelle se trouve confrontée au bout du compte avec les sempiternels effets substitutions et revenus, rendus autrement complexes par le nombre des contraintes, que ceux dont le sens quasi certain conduit à la traditionnelle loi de la demande ⁽⁵⁾. Il est évident que la nouvelle théorie du consommateur peut être compliquée à l'infini, et s'approprier, par exemple, tous les résultats de la théorie de la production ⁽⁶⁾. Pourquoi pas? Tout l'art de la modélisation consiste à être ni trop loin, ni trop près de la réalité pour n'en rien observer.

(1) Nous renvoyons à l'appendice de son article, qui est une brève et intéressante discussion de ces modèles.

(2) P. A. SAMUELSON [44], p. 244.

(3) Cf. néanmoins A. CHARRAUD [14] et A. MONNIER [41].

(4) Pour une opinion contraire, cf. L. LEVY-GARBOUA [34].

(5) Nous avons tenté de montrer comment l'introduction d'une contrainte de temps signifiait un gain empirique, dans l'applicabilité particulière du modèle, et une perte théorique dans le pouvoir explicatif général du modèle, dans la mesure où l'on ne pouvait plus spécifier le sens de l'effet substitution. Cf. B. MARIS [36]. On peut toujours introduire des contraintes, sans faire perdre ni gagner une once de rigueur à la théorie. Pourquoi pas une contrainte de stockage, d'absorption, d'énergie? Signalons, dans l'article pourtant fort intéressant de S. H. COCHRANE [15], p. 386, la discussion d'une contrainte d'énergie émotionnelle (sic).

(6) L'hétérogénéité du capital appliquée au capital humain par exemple. Cf. B. LEMENNICIER [29].

Néanmoins, l'assimilation de la famille à lieu d'échange au sens de marché, auquel on pourrait appliquer la théorie pure du commerce international ⁽¹⁾ ou des problèmes d'optimum collectifs liés à l'interdépendance des fonctions d'utilité des membres ⁽²⁾, nous paraît abusive. La famille n'est pas le marché, et c'est ce qui fait qu'elle peut prétendre à un domaine et un type d'analyse originaux. Il est vrai que certaines relations des membres de la famille passent peut-être de plus en plus par le marché (le phénomène de l'argent de poche des enfants), encore qu'il faille montrer cette influence. En lisant les théories de la nouvelle économie domestique, on découvre une succession d'applications heureuses des chapitres d'un manuel (production, commerce international, optimum) à la famille. Mais l'interdépendance des fonctions d'utilités pour l'économie familiale, n'a probablement guère plus d'importance que celle des managers dans la stratégie des grandes firmes dans l'économie actuelle.

Le fait que les relations des membres de la famille ne passent pas pour la plupart par le truchement du marché, conduit à la question des prix implicites. On peut, pour des raisons de simplicité d'exposé, proposer un prix dual de la qualité des enfants comme dans le modèle de Becker. Mais c'est un abus ⁽³⁾, qui là encore peut être étendu à l'infini; dès qu'il y a choix, ou rareté relative, on peut trouver un prix implicite. Mais cela ne signifie pas que ce type de choix présente un intérêt pour l'analyse économique ⁽⁴⁾.

III. ÉQUILIBRE OU DÉSÉQUILIBRE ENTRE GÉNÉRATIONS

La plupart des analyses micro-économiques de la fécondité ne débouchent pas sur une vision entière du système économique. Une exception remarquable est la thèse d'Easterlin. Elle aboutit à un processus global de déséquilibre, mais on peut envisager une évolution équilibrée de l'ensemble du système.

1. FLUCTUATIONS CYCLIQUES DE LA FÉCONDITÉ

Il y a une théorie de la famille chez Easterlin ⁽⁵⁾, qui prétend intégrer les modifications des goûts et des revenus au cours du temps, dans le statut économique relatif des enfants vis-à-vis des parents. Easterlin reconnaît que sa théorie est proche de celle du revenu relatif. Les décisions de mariage et de fécondité des jeunes dépendent d'une comparaison entre leurs espérances

(1) B. LEMENNICIER [29].

(2) Cf. R. J. WILLIS [51], p. 19.

(3) H. LEIBENSTEIN [27].

(4) A la limite, l'action n'existe que dans le choix (marcher par exemple). L'exergue de l'article de R. EASTERLIN (emprunté à DUESENBERY) est particulièrement malheureux : *Tout ce qui concerne les choix de l'individu relève de l'Economie. Tout ce qui ne les concerne pas de la Sociologie* [18].

(5) R. A. EASTERLIN [18] et [19]; R. A. EASTERLIN et G. A. CONDRAN [20]. Une application originale de la théorie à la France est donnée par H. LERIDON [30] et une présentation mathématique par P. A. SAMUELSON, *Op. cit.*

d'emploi et de revenu potentiel, avec leur niveau de vie dans leur jeunesse, qui est une fonction directe du statut socio-économique de leurs parents. S'ils espèrent un niveau de vie et une sécurité plus forte que celle de leurs parents, ils auront plus d'enfants que ceux-ci. Or, leur propre importance numérique relativement à la population active, et dès lors cette sécurité et ce revenu potentiel, dépendent d'un même type de décision réalisé par les parents. On débouche sur un processus dynamique d'oscillation de la population : des jeunes-gens relativement rares par rapports aux adultes auront une fécondité élevée; lorsque leurs enfants seront à l'âge de décider de leur fertilité, ils connaîtront un statut socio-économique défavorable du fait de leur relative importance et seront peu féconds; et ainsi de suite. Il y a un effet d'écho de la fécondité sur la structure par âge de la population, qui à son tour réagit sur la fécondité pour renverser le processus. Aux États-Unis, par exemple, les générations nombreuses des années 50 sont filles des générations rares des années de la dépression, les années 30, et les générations 70 seront à nouveau peu nombreuses ⁽¹⁾. Cette analyse est donc typiquement longitudinale. Easterlin émet des doutes sur les analyses transversales, [celles décrites dans la section précédente ⁽²⁾], parce que le revenu n'est pas le revenu potentiel, et parce que la contraception biaise systématiquement les relations transversales revenu-fécondité.

2. CROISSANCE ÉQUILIBRÉE : LA FAMILLE-LIGNAGE

On peut supposer au contraire que l'économie est en croissance stable, que les individus transmettent de génération en génération un patrimoine culturel et matériel. Les fonctions d'utilité sont constantes dans le temps, le patrimoine matériel indivis, la société se reproduit à l'identique. Ce type d'analyse a été inauguré par J. E. Meade, dont certaines thèses sont reprises par D. Strauss-Kahn. Ce dernier définit très justement le ménage comme l'expression instantanée de la famille ⁽³⁾, laquelle est donc envisagée comme une succession de générations. L'auteur insiste sur l'influence de la transmission du patrimoine stricto sensu sur le capital « humain » ou culturel (le niveau d'éducation, les goûts). Cette analyse rejoint celle de sociologues comme Bourdieu et Passeron ⁽⁴⁾ qui décrivent la reproduction sociale un peu à la manière des biologistes, comme la reproduction à l'identique de la « cellule » famille ⁽⁵⁾.

La famille-lignage se caractérise par une endogamie matrimoniale parfaite. Elle n'est pas incompatible avec un comportement moderne en matière de contraception, que l'on peut lier dans l'équilibre intertemporel à des niveaux d'éducation souhaités pour les enfants, ou à un équilibre actifs-inactifs, les

(1) Pour une vérification, discutable selon nous, de la thèse de R. A. EASTERLIN, cf. R. A. EASTERLIN, G. A. CONDRAN et H. LERIDON, *Op. cit.*

() EASTERLIN [18], p. 130.

(3) [49], p. 13.

(4) [12].

(5) Nous développons également cette conception de la famille dans notre étude sur la distribution personnelle des revenus [36].

actifs préparant par leur investissement en enfants leur survie pendant la retraite ⁽¹⁾. Néanmoins, les modèles fondés sur la famille lignage, qui peuvent présenter un grand intérêt pour les économies archaïques, nous semblent moins intéressants pour l'analyse de la famille dans les pays occidentaux ().

Le lignage, la famille de la transmission intergénérationnelle du patrimoine et de la culture, c'est la famille de l'Ancien Régime, intemporelle, identité collective au sein de laquelle les individus découvrent leur propre identité, et *la place qui leur revient dans l'ordre éternel des choses* ⁽²⁾, pérenne, et dès lors indifférente à la naissance comme à la mort, à l'inverse de la famille moderne. On ne peut concevoir l'ascension sociale dans la famille-lignage.

CONCLUSION ET VOIES DE RECHERCHES

Les notions de temps et de dépenses consacrées aux enfants devraient déboucher sur des recherches empiriques tant longitudinales que transversales, fructueuses. Néanmoins, nous ne pensons pas qu'il faille développer la micro-économie de la fécondité. La micro-économie classique ayant débouché sur la loi de la demande, le reste était affaire d'études concrètes. En matière de micro-économie de la fécondité, il est temps d'en arriver à cette seconde étape. Même dans les études concrètes, il ne faut pas exagérer les fondements micro-économiques des décisions : le phénomène de convergence semble prouver au contraire que les familles se dirigent toutes ou presque, hors de toute considération économique et financière vers le chiffre de la stationarité : deux enfants. Peut-être une fois atteint ce seuil, la décision du troisième enfant obéit-elle à ces considérations ⁽³⁾. Dans le même sens, le calendrier de la fécondité (l'étalement des naissances) semble plus sensible à la conjoncture économique que la descendance finale; la notion de vitesse de constitution des familles, bon indice de la contraception et du dialogue du couple, mériterait plus d'attention. Or il est certain par exemple que la diffusion des méthodes contraceptives et le succès de la lutte contre la stérilité dans une moindre mesure, ont facilité cette convergence qui reste à expliquer. Mais probablement ne sommes-nous déjà plus dans le domaine de l'économie de la famille.

En dehors de ces recherches empiriques, quel peut être ce domaine? Il faut rappeler que la famille nucléaire remplit toujours, jusqu'à émergence d'un nouveau modèle, des fonctions de reproduction naturelle et sociale. Le cliché de la « cellule de base de la société » reste profondément vrai. La famille

(1) Citons notamment P. A. NEHER [43]. De nombreux modèles de croissance équilibrée que nous ne discuterons pas ici, déterminent la fécondité optimale, celle qui maximise la consommation par tête intertemporelle. Voir la bibliographie donnée par NEHER.

(2) Ils sont évidemment indispensables pour toutes les simulations concernant les équilibres macro-économiques actifs-inactifs du type équilibre des caisses de retraite et de sécurité sociale. On peut même simuler de façon très intéressante dans le déséquilibre, en transition vers un sentier : cf. l'article original de B. BELLOC [7].

(3) E. SHORTER, *loc. cit.*, p. 13.

(4) C'est du moins ce que pensent les auteurs de politique démographique [42], cf. également J. BLAKE et D. FREEDMAN, *Op. cit.*

est essentiellement conservatrice et répétitrice. En ce sens, elle peut s'opposer à la dynamique de la société, lieu de progrès et d'évolution, de valeurs antifamiliales (l'égalité par exemple). Comprendre les problèmes et les mutations éventuelles de la famille moderne, exige peut-être de replacer celle-ci dans un contexte social. Les historiens tentent d'expliquer le nouveau régime démographique, l'émergence de l'enfant et du sentiment par la mutation économique du XVIII^e. Ne peut-on pour la famille actuelle, ébaucher une tentative similaire?

La famille moderne a « pris » à la société ancienne la fonction d'éducation. N'assiste-t-on pas à un mouvement inverse, de retour à l'apprentissage, par le développement des média et de sous-cultures qui s'adressent directement aux adolescents et aux enfants? La famille assume toujours l'éducation, mais celle-ci est de plus en plus longue et, dès lors, le poids de l'État est plus fort, qui maîtrise de plus en plus le contrôle non seulement de l'éducation, mais plus généralement de la force de travail, par le biais du conseiller, du psychologue, du médecin social, du démographe... Au bout du compte se trouve un partage conflictuel, parce que la famille est conservatrice et la société ne l'est pas, de la reproduction. Il serait fructueux d'analyser, par exemple, le développement séculaire des *dépenses publiques* en relation avec la fécondité.

Le deuxième point, lié au précédent, qui doit retenir l'attention, est le développement du *travail féminin*. La naissance de la famille moderne correspondit à une émancipation féminine. Elle se traduit par la contraception. Peut-être assiste-t-on à une deuxième étape de cette émancipation, l'autonomie financière de l'épouse étant le prélude de nouvelles relations domestiques et d'un nouveau modèle familial. Mais cette deuxième voie de recherche, la plus importante, ne peut se contenter du paradigme néo-classique de l'arbitrage travail social-activité domestique.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] ARIES (P.), *Histoire des populations françaises*, Le Seuil, Coll. Points, Paris, 1^{re} édition : 1948.
- [2] ARIES (P.), *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, Le Seuil, Coll. Points, Paris, 1^{re} édition : 1960.
- [3] BECKER (G. S.), *An Economic Analysis of Fertility. Demographic and Economic Exchange in Developed Countries*. A Conference of the Universities-National Bureau Committee for Economic Research. Princeton University Press, Princeton, 1960, Voir dans cet ouvrage les commentaires sur l'article de BECKER, J. S. DUESENBERY et B. OKUN.
- [4] BECKER (G. S.) et LEWIS (G.), On the Interaction Between the Quantity and Quality of Children in New Economic Approaches to Fertility, *Supplement to the Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 2, Part II, mars-avril 1973.
- [5] BECKER (G. S.) et TOMES (N.), Child Endowments and the Quantity and Quality of Children. *Journal of Political Economy*, vol. 84, n° 4, Part 2, août 1976.
- [6] BEHAR (L.), Surpopulation relative et reproduction de la force de travail (pour une problématique matérialiste en démographie), *La pensée*, 1974.

- [7] BELLOC (B.), Taux de croissance démographique et adaptation de la structure professionnelle de la population active, *Cahiers de la Faculté de Sciences Économiques de Toulouse*, n° 67, décembre 1978.
- [8] BEN PORATH (Y.), Economic Analysis of Fertility in Israël: Point and Counterpoint, *Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 2, Part II, mars-avril 1973.
- [9] BERNHARDT (E. M.), Fertility and Economic Status, Some Recent Findings on Differentials in Sweden, *Population Studies*, vol. 26, n° 2, juillet 1972.
- [10] BLAKE (J.), Are Babies Consumer's Durables? A Critique of the Economic Theory of Reproductive Motivation, *Population Studies*, vol. 22, n° 1, mars 1968.
- [11] BLAUG (M.), *Economic Theory in Retrospect*, R. D. Irwin Homewood, Illinois, 1968.
- [12] BOURDIEU (P.) et PASSERON (J. C.), *Les héritiers*, Les Éditions de Minuit, Paris, 1964.
- [13] CALOT (G.) et DEVILLE (J. C.), Nuptialité et fécondité selon le milieu socio-culturel, *Economie et Statistique*, vol. 27, octobre 1971.
- [14] CHARRAUD (A.), Activité économique et famille : aspects socio-économiques, *Collections de l'I.N.S.E.E.*, série M 62-63 (Données sociales), 1978.
- [15] COCHRANE (S. H.), Children as By-products, Investment Goods and Consumer Goods: A Review of Some Micro-economic Models of Fertility, *Population Studies*, vol. 29, n° 3, novembre 1975.
- [16] DALY (E. H.), A Marxian-Malthusian View of Poverty and Development, *Population Studies*, vol. 25, n° 1, mars 1971.
- [17] DEVILLE (J. C.), Analyse harmonique du calendrier de constitution des familles en France. Disparités sociales et évolution de 1920 à 1960, *Population*, n° 1, janvier-février 1977.
- [18] EASTERLIN (R. A.), Towards a Socio-economic Theory of Fertility: A Survey of Recent Research on Economic Factors in American Fertility in *Fertility and Family Planning. A world View*, S. J. BEHRMAN, L. CORSA, R. FREEDMAN, éd., Arn Arbor, The University of Michigan Press, 1969.
- [19] EASTERLIN (R. A.), Relative Economic Status and the American Fertility Swing in *Family Economic Behavior*, Elizabeth B. SHELDON, éd., J. B. LIPPINCOT, 1973.
- [20] EASTERLIN (R. A.) et CONDRIAN (G. A.), A Note on the Recent Fertility Swing in Australia, Canada, England and Wales, and the United States in *Population, Factor Movements and Economic Development*, H. RICHARDS, éd., University of Wales Press, 1976.
- [21] FLANDRIN (J. L.), *Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, Hachette, Coll. Le temps et les Hommes, Paris, 1976.
- [22] FREEDMAN (D.), The Relation of Economic Status to Fertility, *American Economic Review*, vol. 53, juin 1963.
- [23] GRONAU (R.), The Effects of Children on the Housewife's Value of Time, *Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 2, Part II, mars-avril 1973.
- [24] GRONAU (R.), Leisure, Home Production, and Work Theory of the Allocation of Time Revisited, *Journal of Political Economy*, vol. 85, n°6, décembre 1977.
- [25] HATCHUEL (G.), Les bénéficiaires des dépenses de l'Éducation Nationale, *Consommation*, n° 4, octobre-décembre 1976.
- [26] KRISHNAN NAMBOODIRI, Some Observations on the Economic Framework for Fertility Analysis, *Population Studies*, vol. 26, n° 2, juillet 1972.
- [27] LEIBENSTEIN (H.), An Interpretation of the Economic Theory of Fertility Promising Path or Blind Alley? *Journal of Economic Literature*, juin 1974.
- [28] LEIBENSTEIN (H.), The Economic Theory of Fertility Decline, *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 89, février 1975.
- [29] LEMENNICIER (B.), LEVY-GARBOUA (L.) et JAROUSSE (J. P.), Incidences de l'éducation sur la consommation, *Rapport C.R.E.D.O.C.*, décembre 1978.
- [30] LERIDON (H.), Fécondité et structures démographiques : une hypothèse sur l'évolution de la fécondité depuis 1940, *Population*, n° 2, mars-avril 1978.
- [31] LE ROY LADURIE (E.), *Les Paysans de Languedoc*, Flammarion, Paris, 1969.

- [32] LERY (A.) et DEVILLE (J. C.), *Activité féminine et famille; aspects démographiques. Collections de l'I.N.S.E.E., série M 62-63 (Données sociales)*, 1978.
- [33] LEVY (M.), *Le nombre d'enfants, Populations et sociétés*, n° 100, mars 1977.
- [34] LEVY-GARBOUA (L.), *La nouvelle théorie du consommateur et la formation des choix in Comportement d'épargne et de consommation, Colloque de l'A.F.S.E., Toulouse, 23 septembre 1976.*
- [35] MALTHUS (Th. R.), *Essai sur le principe de la population*, Gonthier, Bibliothèque Médiations, Paris, 1964.
- [36] MARIS (B.), *La distribution personnelle des revenus. Une approche théorique dans le cadre de la croissance équilibrée*, Thèse, Toulouse, 1975.
- [37] MARIS (B.), *L'analyse micro-économique de la fécondité*, VI^e Colloque National de Démographie, avril 1979.
- [38] MARX (K.), *Œuvres Économie, I*, Gallimard, La Pléiade, Paris, 1965.
- [39] MICHAEL (R. T.), *Education and the Derived Demand for Children. Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 2, Part II, mars-avril 1973.
- [40] MICHEL (A.), *Sociologie de la famille et du mariage*, P.U.F., Paris, 1978.
- [41] MONNIER (A.), *La naissance d'un enfant. Incidences sur les conditions de vie des familles*, I.N.E.D., *Cahier n° 81*, P.U.F., Paris, 1977.
- [42] *Natalité et Politique démographique. Rapport au gouvernement*, I.N.E.D., *Cahier n° 76*, P.U.F., Paris, 1976.
- [43] NEHER (P. A.), *Peasants, Procreation and Pensions, American Economic Review*, vol. 51, n° 3, part I, juin 1971.
- [44] SAMUELSON (P. A.), *An Economist's Non Linear Model of Self Generated Waves, Population Studies*, vol. 30, n° 2, juillet 1976.
- [45] SCHULTZ (T. W.), *New Economic Approaches to Fertility, Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 2, Part II, mars-avril 1973.
- [46] SEMPÉ (H.), *Expansion démographique et investissement*, Cujas, Paris, 1964.
- [47] SHORTER (E.), *Naissance de la famille moderne*, Le Seuil, Paris, 1976.
- [48] SIMON (J. L.), *The Mixed Effects of Income Upon Successive Births May Explain the Convergence Phenomenon, Population Studies*, vol. 29, n° 1, mars 1975.
- [49] STRAUSS-KAHN (D.), *Économie de la famille et accumulation*, Cujas, Paris, 1977.
- [50] SULLEROT (E.), *La Démographie de la France. Bilan et Perspectives*, Rapport au Conseil Économique et Social, La Documentation française, Paris, 1978.
- [51] WILLIS (R. J.), *A New Approach to the Economic Theory of Fertility Behavior, Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 2, Part II, mars-avril 1973.